



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
MERCREDI 06 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix neuf, le six février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

**Secrétaire de séance**

FORTIN Laurence

**Excusés**

BESCOND Yvon (pouvoir à CORRE Michel)  
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)  
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Conseil de Communauté du 6 février 2019  
Délibération n°DCC2019\_021

<b>Objet</b>	<b>Modification du tableau des emplois</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

**Pôle aménagement**

**Suppression de l'emploi de chargé de mission PLUi et création d'un emploi de chargé d'urbanisme.**

Pour assurer la capacité de suivre et d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté, un poste de chargé de mission PLUi a été créé par délibération en date du 25 septembre 2015. Ce poste a permis d'étoffer l'équipe en interne et d'assurer un bon suivi du projet.

L'élaboration du PLUi touche à sa fin. L'achèvement du projet est programmé pour la fin de l'année 2019. Néanmoins, pour son application et son évolution, ce projet nécessitera toujours des besoins en termes d'ingénierie en interne. C'est pourquoi, il est proposé de modifier le tableau des emplois, en supprimant le poste de chargé de mission PLUi et de créer un nouvel emploi de chargé d'urbanisme à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019, ceci afin de répondre aux nouveaux besoins du service urbanisme pour les années à venir.

Missions :

Les missions liées à cet emploi seront principalement liées à l'application et au suivi du PLUi et à l'instruction des autorisations d'urbanisme.

**PLUi**

- S'assurer de la bonne application du PLUi en lien avec les 22 communes du territoire,
- Piloter le suivi et l'évolution du PLUi au regard des besoins d'aménagement et de développement des 22 communes et de la CCPLD (procédure de modification, révision...).

**Instruction des autorisations d'urbanisme**

- Instruire une partie des autorisations d'urbanisme des communes du territoire de la CCPLD,
- Conseiller et accompagner les communes en termes de projet d'aménagement et d'urbanisme.

Cet emploi à temps complet pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A ou B de la filière administrative ou technique. Néanmoins en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A ou B dans les conditions fixées à l'article 3-3 ou 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'une formation supérieure en urbanisme et aménagement, maîtriser les procédures d'élaboration des documents de planification et leur contenu, disposer d'aptitude au travail en équipe et à la conduite de projet et être doté de bonnes capacités relationnelles.

**Pôle technique**

**Suppression d'un emploi d'opérateur d'exploitation eau potable**

Par délibération du 29 juin 2018, le conseil de Communauté a approuvé le transfert de la compétence eau potable à la Communauté et le principe du recours à une délégation de

service public, pour l'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Dans ce cadre, un fonctionnaire de la commune de Logonna-Daoulas, exerçant les fonctions «d'opérateur d'exploitation eau potable», a été transféré à la Communauté puis à la SPL Eau du Ponant par voie du détachement, le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Après transfert du personnel, la Communauté n'ayant plus nécessité de maintenir un emploi d'opérateur d'exploitation eau potable, il est proposé de procéder à la suppression de cet emploi.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu la délibération n°DCC2018-089 du conseil de Communauté du 29 juin 2018,  
Vu l'avis du comité technique du 4 février 2019,  
Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 22 janvier 2019  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 15 janvier 2019

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1** : décide de la suppression des emplois de chargé de mission PLUi et d'opérateur eau potable ainsi que de la création d'un emploi de chargé d'urbanisme,

**Article 2** : modifie le tableau des emplois en conséquence,

**Article 3** : autorise l'inscription au budget des crédits correspondants.